



CONGRES

des filiales françaises implantées en Allemagne
der französischen Unternehmen in Deutschland

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les managers franco-allemands réunis en congrès demandent une action franco-allemande plus forte et plus efficace

Cologne, le 27 septembre 2018 – « *100 ans après la fin de la première guerre mondiale et à la veille du nouveau Traité de l'Elysée qui doit être présenté au début de l'année prochaine, nous devons réfléchir aux nouvelles formes de la coopération franco-allemandes et à ce que pourront être les nouvelles sociétés franco-allemandes de demain* » a déclaré par **la voix du robot Pepper**, Dominique Cherpin, président de Villafrance et organisateur du congrès des dirigeants d'entreprises françaises basées en Allemagne qui s'est tenu aujourd'hui à Cologne pour la cinquième année consécutive.

Face à la montée du protectionnisme et aux incertitudes géopolitiques, les dirigeants d'entreprises françaises et allemandes ont plaidé pour une ambition commune dans les domaines stratégiques que sont notamment l'intelligence artificielle ou la défense, afin de privilégier le regroupement des forces plutôt qu'une compétition destructive, mais aussi certaines politiques publiques.

« *L'affirmation des grands émergents sur la scène internationale, la crise du multilatéralisme, l'extraterritorialité du droit américain qui crée une asymétrie par rapport aux sociétés américaines : ces réalités pour les entreprises appellent une action franco-allemande commune forte* » a réclamé l'ancien ministre, Matthias Fekl... et d'appeler à des politiques publiques communes entre la France et l'Allemagne, pour peser face aux nouveaux géants. « *Ma conviction est qu'il faut parfois des instances communes et nous défaire de nos attributions de souveraineté, avoir des budgets communs de manière à mettre en place des projets totalement intégrés.* »

Alors que de nombreuses technologies clés sont contrôlées par les États-Unis, l'ancien dirigeant du programme européen TIGRE, David Colliquet, a souligné la nécessité de réduire l'Europe des doublons capacitaires et technologiques, car « *seulement 20% de nos projets européens au final sont de vrais projets communs* ».

« *Les banques françaises ne réalisent que 3% de leurs revenus en Allemagne, les banques allemandes seulement 1% en France* » a pointé de son côté Philippe Oddo. Le président du groupe Oddo qui a fusionné avec la BFH et qui emploie aujourd'hui 1000 salariés en France et 1300 en Allemagne a regretté le recul des banques européennes face aux banques américaines ces dix dernières années, faute de consolidation de l'industrie bancaire contrairement à ce qui s'est passé outre-Atlantique.

« *Le couple franco-allemand est indispensable. Il doit avancer, fort non seulement des coopérations institutionnelles et politiques existantes, mais aussi d'échanges quotidiens dans les domaines culturel, éducatif, scientifique, commercial ou économique. Pour avancer, il a besoin des investissements des entrepreneurs et de l'engagement des acteurs locaux – rien ne peut se faire aux seuls plans politique et institutionnel* », a insisté de son côté **Anne-Marie DESCÔTES, Ambassadrice de France en Allemagne.**



CONGRES

des filiales françaises implantées en Allemagne
der französischen Unternehmen in Deutschland

Progression des échanges franco-allemands en 2017

154 milliards d'euros de biens ont été échangés entre l'Allemagne et la France en 2017, soit une hausse de 1,6% par rapport à 2016. L'Allemagne confirme ainsi sa position de partenaire économique le plus important de l'Hexagone. **Mais la France a rétrogradé pour les Allemands, n'étant plus aujourd'hui que le deuxième partenaire commercial de l'Allemagne au sein de l'Union européenne et son quatrième partenaire commercial mondial.**

Les échanges entre les deux pays sont toutefois en progression et bénéficient notamment de **la bonne perception en Allemagne des réformes engagées par le gouvernement français** : la réforme du code du travail (libéralisation du marché du travail), la baisse de l'impôt sur les sociétés (les taux sont plus bas qu'en Allemagne), la réorganisation du réseau des PME, la baisse de plusieurs taxes et enfin une importante réforme du système ferroviaire. Cette dynamique semble remporter le soutien des entreprises allemandes. Par exemple, SAP a annoncé investir près de 2 milliards d'euros en France au cours des cinq prochaines années. En 2017, les investissements allemands en France ont ainsi progressé de 22 %, permettant la création de 5789 emplois (source : Business France). L'Allemagne est ainsi le deuxième investisseur créateur d'emplois en France, avec environ 4500 entreprises présentes sur le territoire français et 310 000 salariés, selon les chiffres de la Chambre Franco-Allemande de Commerce et d'Industrie. 4000 entreprises françaises sont présentes en Allemagne, et emploient près de 400 000 salariés.
